

## S.O.S. AIDE SOCIALE

AGÉJ  
(P6-P7)

ou comment le gouvernement veut nous faire croire qu'il défend notre système d'aide sociale tout en le détruisant.

- Bourses insuffisantes et peu élevées !
- Restaurants Universitaires saturés et repas de mauvaise qualité.
- Résidences Universitaires peu nombreuses et dégradées...

Décidément notre système d'aide sociale va mal !

Né d'une volonté de justice sociale et d'aide aux étudiants, le système d'aide sociale n'a cessé de se dégrader au fur et à mesure que la politique d'austérité s'est installée. A l'origine de cette situation, l'absence de volonté politique des gouvernements successifs d'assurer leur pérennité (baisse du budget de l'aide sociale, aucune construction depuis les années 70 ...).

Pour fonctionner les C.R.O.U.S. ont cherché des solutions de compensation:

- Hausse des loyers en Cités Universitaires, hausse du ticket de R.U., sélection drastique pour l'attribution de bourses ou de chambres en cité U., ...

Le système ne pouvait plus fonctionner longtemps ainsi.

Le démantèlement du système d'aide sociale étudiant est programmé:

- Le coup de grâce a été donné par Jospin et son Plan !

En effet, mises à part quelques mesures positives (remboursement 50% de la carte orange pour la R.F., doublement du nombre de boursiers pour 95 (!...)) qui n'arrivent pas à rattraper les retards pris depuis 10 ans, c'est la justice sociale qui est menacée. La pierre angulaire du plan est la mise en place des prêts bancaires qui sont appelés à se substituer progressivement aux bourses. Certains appellent ça un progrès ! Nous lui préférons le terme d'arnaque !

Ces prêts ont des taux supérieurs à ceux proposés aux particuliers: Mais où est l'intérêt ? Pour l'état, cela lui permet d'économiser un peu plus sur notre dos; il fait du social pour pas un rond ! Pour les banques le marché est juteux avec des investissements qui rapportent gros. Pour l'étudiant les risques sont importants. Endetté avant même d'avoir commencé à travailler, l'étudiant est enchaîné à son prêt, condamné à rembourser coûte que coûte au bout de six ans.

Ce plan annonce le début de la privatisation de l'aide sociale étudiante provoquant pour beaucoup une limitation du cursus à 5 années où les filières jugées peu rentables (sciences sociales, lettres...) seront pénalisées, entraînant un endettement excessif et aggravant la sélection sociale.

Des organisations syndicales ont accepté ce plan néfaste:

L'U.N.E.F.-I.D. , l'U.E.I , la F.A.G.E. et le C.E.L.F.

L'U.N.E.F. a refusé estimant d'une part que ce plan était dangereux et que, d'autre part, vu la faible représentativité des organisations étudiantes la parole aurait dû être donnée, prioritairement, au étudiants.

L'U.N.E.F. appelle tous les étudiants à l'action pour combattre ces mesures néfastes et exiger une aide sociale plus juste.

A.G.E.J. (P6 P7) - U.E.E.F.